



STOP A L'AUSTERITE POUR LA JUSTICE SOCIALE

Le gouvernement Bayrou est tombé, incapable d'obtenir la confiance du Parlement sur un budget injuste. Cette chute traduit une crise démocratique et relève le refus du Président Macron à entendre et répondre aux aspirations sociales.

Le Président Macron a clairement décidé de ne pas changer de cap en nommant son nouveau Premier Ministre alors qu'une colère puissante et légitime s'exprime partout pour s'opposer à la politique menée depuis 2017.

Personne ne peut ignorer le mécontentement et le ras-le-bol de la population. La multiplication des mobilisations sous différentes formes le confirme.

Nous dénonçons les provocations cherchant à opposer les citoyens les uns aux autres.

En même temps que la politique menée depuis 2017 par Emmanuel Macron a eu pour conséquence l'augmentation de la pauvreté et de la précarité dans le pays, la multiplication des plans sociaux, la destruction des services publics, la suppression des droits sociaux, elle a aussi permis aux plus riches du pays de doubler leur patrimoine (les 500 familles les plus riches ont vu leur patrimoine passer de 571 milliards en 2017 à 1228 milliards en 2024).

Après avoir imposé avec brutalité deux années de travail supplémentaires, Emmanuel Macron exige des seuls travailleuses et travailleurs des « efforts » tout en exonérant à nouveau les riches.

Comme la sécurité sociale, le budget de la Nation n'a pas un problème de dépense, mais un problème de recette. Les gouvernements successifs ont tari les recettes de l'Etat en distribuant 211 milliards par an aux entreprises sans contrôle ni contrepartie (rapport sénatorial), et en supprimant les impôts aux plus riches.

Quand les riches reçoivent de l'argent de l'Etat, c'est une subvention !

Quand la population bénéficie de ses droits, c'est de l'assistanat !!! Voilà la vision du Président.

La dette ne doit pas servir de prétexte aux politiques profondément injustes et anti-sociales.

Nous refusons de laisser faire la destruction de notre modèle social sous couvert des déficits creusés par les gouvernements qui se sont succédés en exonérant des cotisations sociales. Nos organisations refusent en bloc tout plan d'austérité, visant à poursuivre la destruction de notre modèle social.

C'est par le rapport de force que nous stopperons la casse de nos conquêtes sociales, la régression sociale et que nous pourrons reconquérir nos droits. Nous appelons les salariés, les retraités, les privés d'emploi, la jeunesse à s'unir et à se mobiliser massivement notamment par la grève pour changer la donne et gagner sur les revendications :

-  **Des moyens budgétaires à la hauteur des missions des services et des politiques publiques ;**
-  **Des mesures pour lutter contre la précarité et renforcer la solidarité ;**
-  **Des investissements dans une transition écologique juste et la réindustrialisation de la France et des mesures contre les licenciements ;**
-  **La justice fiscale ;**
-  **La justice sociale ;**
-  **Une protection sociale de haut niveau et l'abandon de la réforme des retraites.**

**APPEL A LA GREVE ET A MANIFESTER LE 18 SEPTEMBRE 2025
A 11h00 - PLACE DU 11 NOVEMBRE A LAVAL**